

**Mondialisation.ca**  
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca    Concernant le CRM    Contact    Devenez membre    Magasin en ligne

English  
italien    español  
srpski    português  
العربية    Deutsch

Le 4 avril 2012    SYRIE : Lettre ouverte aux médias

Accueil  
Articles Récents  
États-Unis  
Canada  
Amérique latine & Caraïbe  
Europe  
Afrique subsaharienne  
Russie et CEI  
Moyen Orient  
Océanie  
Asie

Guerre USA OTAN  
Histoire, société et culture  
Crise économique mondiale  
Crimes contre l'humanité  
Environnement  
Pétrole, Gaz de schiste,  
Transnational  
Pauvreté et inégalités  
sociales  
Militarisation  
11 sept. Guerre au  
Droits humains et  
Loi et politique  
Biotechnologie et OGM  
Droits des femmes  
Désinformation médiatique  
Politique et religion  
Nations Unies  
Science et médecine  
Services de renseignements

Recherche

Archives  
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site  
web  
GlobalResearchTV  
GRTV  
GLOBAL RESEARCH TV

## Élections européennes et affaire DSK : L'ancien directeur du FMI accusé de délit sexuel

par Kumaran Ira



Mondialisation.ca, Le 3 avril 2012  
wsws.org

Envoyer cet article à un(e) ami(e)  
Imprimer cet article

0 submit 1  
Digg+ reddit f Share Tweet

Lundi dernier, l'ancien directeur du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a été mis en examen pour « complicité de proxénétisme aggravé en bande organisée. » Le « recel d'abus de bien social », autre chef de mise en examen, n'a lui pas été retenu dans l'affaire dite du Carlton de Lille.

Il avait été interrogé deux jours durant, le mois dernier, sur des questions préliminaires concernant son rôle dans l'affaire. L'affaire avait éclaté en octobre dernier peu après qu'un juge de New York eut prononcé un non-lieu sur des accusations de viol fabriquées, portées contre Strauss-Kahn en mai 2011 par Nafissatou Diallou, une femme de chambre du Sofitel.

L'allégation contre Strauss-Kahn comprend le lien qu'il entretenait avec un « réseau de prostitution » et le fait d'avoir eu des relations avec des prostituées que des chefs d'entreprises de sa connaissance auraient payées en détournant des fonds de leurs sociétés. Selon les juges qui ont interrogé Strauss-Kahn, les prostituées interrogées dans l'affaire ont dit avoir eu des relations sexuelles avec Strauss-Kahn en 2010 et 2011 dans un hôtel de luxe à Paris, dans un restaurant de la capitale française et aussi à Washington D.C, où il vivait lorsqu'il travaillait pour le FMI basé à Washington.

Strauss-Kahn a nié les accusations portées contre lui, disant qu'il ignorait que les femmes qu'il avait rencontrées lors de ces soirées à l'hôtel Carlton de Lille, ou à Paris et Washington, étaient des prostituées.

L'un des avocats de Strauss-Kahn, Henri Leclerc a dit à la presse: « Ce dossier est creux, vide, surfait. » Il a ajouté, « Si un homme qui couche avec plusieurs prostituées est proxénète, alors il faudra mettre en examen un paquet de monde. »

Richard Malka, autre avocat de Strauss-Kahn a dit que son client déclare, « Avec la plus grande fermeté n'être coupable d'aucun des faits qui lui sont reprochés et n'avoir jamais eu la moindre conscience que certaines femmes rencontrées lors de soirées libertine à Paris ou Washington pouvaient être des prostituées. » Il a ajouté, « Le fait d'avoir une relation avec une escort ne constituerait pas une infraction et relèverait d'un comportement privé parfaitement licite. »

Strauss-Kahn a dû payer une caution de 100 000 euros pour rester libre. Il lui est interdit d'entrer en contact avec les témoins du dossier et d'autres personnes impliquées dans l'affaire. Il lui est aussi interdit d'évoquer l'affaire dans la presse. Il encourt jusque 20 ans de prison et une amende de trois millions d'euros en cas de condamnation. Huit autres personnes sont impliquées dans cette affaire de prostitution, dont deux hommes d'affaire et un commissaire de police.

Il est impossible de comprendre les accusations à l'encontre de Strauss-Kahn si l'on ne les relie pas au contexte de l'élection présidentielle qui se tiendra dans trois semaines. L'impopulaire président sortant Nicolas Sarkozy cherche à remonter dans les sondages, en exploitant les relations étroites

qu'il entretient avec la police et les services du renseignement pour manipuler l'opinion publique durant les dernières semaines précédant l'élection. Ceci apparaît tout à fait clairement, notamment dans la manière dont le gouvernement de Sarkozy a réagi lors de la récente vague de fusillades à Toulouse.

Après la fusillade de sept personnes dont le coupable présumé est Mohamed Merah, le gouvernement Sarkozy a orchestré une campagne médiatique sur les thèmes de la sécurité et de la police pour faire basculer la campagne électorale à droite. Hollande qui s'est rangé sur ce thème risque de voir s'effondrer son soutien. Des reportages sur les liens étroits que Merah entretenait avec les services du renseignement français soulèvent cependant des questions sérieuses sur le rôle de l'Etat dans cette affaire. (Voir: [Reports indicate Toulouse gunman was French intelligence asset.](#))

Les accusations inhabituellement graves portées contre Strauss-Kahn, pour des actes qui sont loin d'être inhabituels au sein de l'aristocratie financière, font le jeu de cette campagne de mauvais coups de Sarkozy qui cherche à obtenir un second mandat.

Avant que Diallo ne l'accuse de viol, Strauss-Kahn était le candidat du Parti socialiste (PS), parti de la « gauche » bourgeoise, le plus à même d'obtenir la nomination pour représenter le PS à la présidentielle. Suite à cette affaire, le PS a choisi François Hollande, un candidat plus faible et moins influent, pour rivaliser avec Sarkozy.

Peu après que Strauss-Kahn eut été acquitté des accusations de viol, des preuves ont émergé révélant que des représentants du gouvernement de Sarkozy étaient fortement impliqués dans l'inculpation de Strauss-Kahn à New York. Un long article détaillé du journaliste d'investigation Edward Jay Epstein fut publié dans le *New York Review of Books* en novembre dernier.

Epstein fait remarquer que lorsque John Sheehan, responsable de la sécurité à l'hôtel Sofitel, avait été alerté sur le « viol » en question, il avait appelé un numéro d'Accor, l'entreprise française propriétaire de Sofitel, commençant par l'indicatif régional 646. Le patron de Sheehan à Accor, René-Georges Querry est un ancien chef de cabinet à la Direction générale de la police nationale qui, écrit Epstein, « a travaillé en étroite collaboration dans la police avec Ange Mancini qui est à présent le coordinateur du renseignement auprès de Sarkozy. » (Voir: [Un article jette une nouvelle lumière sur la fabrication d'accusations contre Strauss-Kahn](#))

Un représentant de l'UMP (Union pour un mouvement populaire), parti de Sarkozy a dit à la presse: « Si DSK ne s'était pas fait pincer avec Nafissatou Diallo, il aurait certainement été désigné au moment de la primaire. » Le représentant a essayé d'utiliser ce fait pour minimiser l'impact de l'affaire du Carlton en disant: « L'affaire du Carlton de Lille aurait explosé en pleine campagne et, là, ça changeait tout. » Mais son commentaire initial souligne les calculs politiques qui sous-tendent les procès contre Strauss-Kahn.

Après l'inculpation de Strauss-Kahn, *Le Parisien* a écrit, «Le chef de l'Etat jubilait. 'Il y a combien d'étapes dans le chemin de croix?' s'interrogeait-il avec gourmandise. »

La réaction des représentants du PS face aux accusations portées contre Strauss-Kahn a été une réaction de capitulation lâche: Ils n'ont ni défendu leur ancien ministre ni essayé de démasquer les motivations politiques derrière ces accusations. Hollande a dit que l'affaire du Carlton était «une affaire privée, pénible mais sur laquelle je n'ai pas de jugement politique à formuler. »

Quand on lui a demandé si l'affaire allait entacher la campagne du PS, le directeur de campagne de Hollande a répliqué de manière absurde: «Chacun voit que ça n'a rien à voir avec le Parti socialiste. »

En fait, que Sarkozy ait pu changer le climat politique à l'aide de scandales sexuels et d'une rhétorique sécuritaire en dit long sur le PS. Le PS n'est ni capable ni ne veut rassembler l'opposition populaire à Sarkozy car il fait essentiellement campagne sur la même plateforme: les coupes budgétaires, la rhétorique anti-immigration et le soutien aux guerres conduites par les Etats-Unis et l'OTAN. C'est ce qui permet à Sarkozy de faire avancer sa campagne en essayant d'attiser l'hystérie sur la morale individuelle de divers politiciens bourgeois.

Article original, [WSWS](#), publié le 31 mars 2012

[Articles de Kumaran Ira](#)  
publiés par [Mondialisation.ca](#)



### [Location Gite en Alsace](#)

Maison alsacienne indépendante pour 6 pers. à Andlau (Bas-Rhin)

[www.gite-le-jardin-emma.fr](http://www.gite-le-jardin-emma.fr)

Annonces Google

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [crgeitor@yahoo.com](mailto:crgeitor@yahoo.com)

[www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

© Droits d'auteurs Kumaran Ira, [wsws.org](http://wsws.org), 2012

L'adresse url de cet article est: [www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30120](http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30120)

---

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca  
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009